

TÉMOIGNAGES

CHAMBRE DES COMMUNES,

le 10 juin 1943.

Le Comité spécial de la restauration et du rétablissement se réunit à 11 heures du matin sous la présidence de M. J.-G. Turgeon.

Le PRÉSIDENT: Nous entrons aujourd'hui dans ce qui est peut-être la partie la plus importante de notre tâche, celle qui touche aux membres des forces armées et à leur vie après la démobilisation. Notre témoin, aujourd'hui, vous est bien connu. C'est M. Walter Woods, sous-ministre adjoint des Pensions. Disons d'abord que nous avons parmi nous le ministre des Pensions et de la Santé nationale, qui a toujours porté un très vif intérêt à notre Comité—et aujourd'hui plus que jamais, vu la nature de ce que nous allons étudier. Sans plus de commentaires, je demanderais à M. Woods de commencer.

M. W. S. WOODS, sous-ministre adjoint des Pensions est appelé.

M. BLACK: Avant d'appeler M. Woods, je me demande si le Comité, pourrait se fixer une date pour étudier la recommandation d'étendre la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies de manière à la rendre applicable aux terres marécageuses, et peut-être aussi pour étudier des questions intéressant d'autres parties du Canada. Je ne demande pas que la chose soit faite dès maintenant, mais je crois qu'il est très important de s'en occuper. Pour assécher ces terres et les ouvrir à la colonisation après la guerre, il est très important de faire, le plus tôt possible, des plans, ainsi que certains travaux.

Le PRÉSIDENT: Justement, le comité de direction s'est réuni ces jours-ci et a fait ou préparé des recommandations à soumettre au Comité. J'avais escompté qu'elles nous seraient soumises à la réunion d'aujourd'hui, mais M. McNiven, que le comité de direction en avait chargé, n'a pas eu le temps de mettre les choses au point; il nous faudra donc attendre à une autre réunion. C'est l'une des suggestions qui ont été faites et j'espère que nous pourrons nous en occuper au cours de la semaine prochaine.

M. BLACK: Je désire aussi vous signaler que des délégations désirent venir à Ottawa pour exposer leurs vues sur les recommandations se rapportant à ces terres marécageuses. M. Emmerson, d'autres députés des Maritimes et moi-même, leur avons suggéré de retarder leur visite jusqu'après que notre Comité aura pu étudier la question d'élargir son mandat.

Le PRÉSIDENT: Bon, écoutons maintenant M. Woods.

Le TÉMOIN: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, messieurs—Votre Comité, je crois, connaît assez bien le programme canadien de rétablissement des hommes et des femmes actuellement dans les forces armées. L'honorable de M. Ian Mackenzie, ministre des Pensions et de la Santé nationale, vous a déjà présenté à ce sujet un mémoire très complet et vous avez apporté, plusieurs d'entre vous, votre contribution aux travaux des autres Comités en matière de législation sur le rétablissement, comme pour la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, la Loi sur la réintégration dans les emplois civils, la Loi sur la coordination de la formation professionnelle et la modification de la Loi des pensions.